

Une politique énergétique erronée met en péril l'industrie de base de la Suisse

Le vendredi 11 octobre, Stahl Gerlafingen a annoncé des licenciements pour la deuxième fois depuis le printemps. Il s'agit d'une conséquence des désavantages concurrentiels croissants par rapport aux concurrents étrangers, dus à une politique industrielle persistante en faveur des fournisseurs d'énergie ainsi qu'à l'absence de mesures en Suisse pour garantir les sites de l'industrie de base à forte consommation d'énergie.

Les mauvaises nouvelles en provenance de l'industrie métallurgique de base ont atteint un nouveau sommet vendredi. Après la fermeture d'une ligne de production au printemps 2024, Stahl Gerlafingen annonce le licenciement de 120 autres collaborateurs. La famille Beltrame doit en outre annoncer que chaque tonne d'acier produite à Gerlafingen continue de faire perdre de l'argent. Selon le rapport de gestion, Stahl Gerlafingen a enregistré des pertes de plus de 100 millions de francs en 2023 - une évolution qui s'est visiblement poursuivie cette année.

En tant qu'aciérie de recyclage, Stahl Gerlafingen assure chaque année l'approvisionnement de l'industrie suisse de la construction avec environ 600 000 tonnes d'acier de construction. Avec une empreinte CO₂ de 368 kg de CO₂ par tonne, l'usine est actuellement l'aciérie la plus écologique pour l'acier d'armature et remplit des tâches centrales dans l'économie circulaire. Malgré ses 200 ans de tradition, l'usine de recyclage de Gerlafingen, qui contribue de manière significative à l'économie circulaire, est désormais confrontée à une menace aiguë.

Les représentants de l'aciérie ainsi que du secteur ont signalé à plusieurs reprises qu'une politique industrielle continue en faveur des fournisseurs d'énergie et au détriment des gros consommateurs mettrait en danger l'épine dorsale industrielle de l'économie suisse. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral a omis de préparer des mesures qui pourraient garantir les conditions-cadres pour les sites de production de l'industrie métallurgique de base en Suisse. Au lieu de cela, il s'est contenté de rappeler qu'il n'y aurait pas de politique industrielle en Suisse.

Il est nécessaire de corriger d'urgence la politique industrielle erronée en faveur des fournisseurs d'énergie, au lieu de continuer à la développer. Les coûts excessifs d'accès au réseau, les taxes sur le réseau et les indemnités pour la constitution d'une réserve, qui ne seraient pas nécessaires si les gros consommateurs étaient impliqués de manière adéquate, ne sont qu'un côté de la médaille. Tout aussi grave est la décision de distribuer aux cantons les bénéfices des fournisseurs d'énergie réalisés au début de la guerre en Ukraine sur le dos des gros consommateurs, au lieu de les investir dans des mesures de sécurité. L'industrie est ici doublement mise à contribution.

Les conséquences le long des chaînes de création de valeur étroitement imbriquées sont énormes. L'approvisionnement du secteur suisse de la construction avec 600 000 tonnes supplémentaires d'acier de construction provenant de l'étranger n'est pas réalisable, car les capacités de transport font déjà défaut aujourd'hui. De plus, la même quantité de ferraille d'acier ne pourrait plus être traitée à proximité des lieux de production. Les collaborateurs de l'aciérie ne seraient pas les seuls à être touchés par les conséquences ; un tel "tremblement de terre"

se ferait également nettement sentir dans les entreprises de recyclage, les ateliers de pliage et le secteur de la construction.

Même des entreprises exportatrices très rentables dépendent de ces structures d'approvisionnement, comme l'illustre une nouvelle de vendredi : Stadler Rail a dû demander le chômage partiel pour 120 collaborateurs également, car l'approvisionnement en matériaux bruts en provenance du Valais est au point mort depuis les intempéries de juin. La dépendance de l'acier et de l'aluminium dans la construction et l'industrie est énorme, et un approvisionnement à l'abri des crises est indispensable.

La conseillère nationale Diana Gutjahr, présidente de metal.suisse et elle-même entrepreneuse dans le domaine de la construction métallique, souligne qu'au vu du refus du Conseil fédéral de prendre des mesures pour garantir le cycle des matériaux métalliques, de nouveaux licenciements sont à prévoir dans les entreprises. "Nous n'avons jamais connu une détérioration aussi grave des conditions-cadres et des facteurs de localisation qui font la force de nos sites de production au cours des 20 dernières années. Il s'agit d'une crise structurelle, provoquée par la politique elle-même, qui touche désormais des entreprises qui, jusqu'à présent, pouvaient exercer une activité hautement productive en Suisse".

Elle fait en outre remarquer que ce sont souvent des entreprises familiales, comme le groupe Beltrame, qui sont touchées, alors qu'elles sont par ailleurs connues pour être loyales envers leurs collaborateurs. "Ces suppressions de postes concernent tous les niveaux de qualification. La Suisse perd ici des emplois industriels hautement qualifiés qui ne pourront pas être rétablis". L'action hésitante du Conseil fédéral met dramatiquement en péril la compétitivité et la capacité d'innovation de l'ensemble du cycle des matériaux métalliques.

L'engagement de la famille Beltrame en faveur de l'aciérie est clair. Il appartient désormais au Conseil fédéral de trouver rapidement des solutions et d'améliorer rapidement les conditions-cadres pour l'industrie de base, grande consommatrice d'énergie. Ces mesures pourraient prendre la forme suivante :

- Correction de la politique industrielle en faveur des fournisseurs d'énergie et allègement immédiat des suppléments de réseau et des coûts d'accès au réseau pour les industries de base à forte consommation d'énergie, jusqu'à ce que des conditions de concurrence équitables soient rétablies avec la production étrangère.
- Les marchés publics doivent mettre en œuvre le mandat qui leur a été confié par l'article 10 de la nouvelle loi sur la protection du climat et acheter de l'acier suisse de manière durable. Les exigences posées aux pouvoirs publics sont clairement formulées. Sans l'acier recyclé de Gerlafingen, on assisterait à un net recul au lieu d'une amélioration de la protection de l'environnement. Dans ce contexte, les produits recyclés en provenance de Suisse sont la seule solution raisonnable.
- Le fait de privilégier certains produits de construction entraîne des distorsions du marché et constitue une forme coûteuse de politique industrielle. Le Conseil fédéral doit abolir ou réduire ces mesures, comme la loi sur les forêts, et créer des conditions identiques pour les différents matériaux de construction. L'accent mis sur les matériaux de construction écologiques recyclés irait dans le sens de la loi révisée sur la protection de l'environnement.
- Indemnisation des performances de recyclage de l'aciérie, comme c'est le cas dans d'autres pays européens.

L'association faîtière metal.suisse promeut la construction métallique et les façades en Suisse et s'engage pour le cycle des matériaux métalliques. L'association est convaincue de pouvoir apporter une contribution centrale à la réalisation des objectifs climatiques de la Suisse grâce à son mode de construction et à ses matériaux. Les matériaux recyclés sont aujourd'hui la

norme. metal.suisse encourage les concepts de réutilisation et de recyclage des bâtiments et des éléments de construction et soutient leur mise en œuvre.

Bâle, en Suisse, 22. octobre 2024

Contact médias metal.suisse

Andreas Steffes
Viadkutstrasse 8
4051 Bâle

info@metalsuisse.ch

www.metalsuisse.ch

+41 61 228 90 32

+41 76 426 34 01